

La fusion est actée, mais les crédits ne sont toujours pas là

Il n'y a pas que l'Europe dans la vie. Il y a aussi la Métropole. À Marseille, Emmanuel Macron a fait les choses dans l'ordre. À Angela la bienséance des plats exquis au *Petit Nice*, aux parlementaires la politesse d'une réunion de travail. "J'avais demandé au président de la République qu'il consacre une heure aux élus du département", explique Jean-Claude Gaudin. Le maire de Marseille qui a démissionné mardi de la présidence de la Métropole en anticipant une accélération institutionnelle de la part du gouvernement, a accueilli Emmanuel Macron sur le perron du Pharo.

Quand il était candidat à l'Élysée, le marcheur avait sondé le maire de Marseille, comme il l'avait fait avec succès avec Gérard Collomb. Mais Jean-Claude Gaudin lui avait conseillé d'aborder député. "Il ne m'a pas écouté." Depuis, les deux hommes s'apprécient et n'hésitent à extérioriser leurs marques d'affection. Ils devraient s'entendre à l'occasion des municipales 2020.

Évidemment, Jean-Claude

Gaudin aimerait que le chef de l'État paie leur amitié en espèces pour la Métropole. Engluée politiquement depuis sa création, elle devrait profiter du passage de témoin vers Martine Vassal pour se trouver des issues. À travers des crédits de l'État. "Tous les élus ont insisté là-dessus hier, reprend Jean-Claude Gaudin. Nous avons redit que les engagements des gouvernements précédents doivent être tenus."

Lors d'une table ronde qui a duré près d'une heure, Emmanuel Macron a surtout écouté. "Il a pris des notes, mais pas d'engagements précis", déplore la sénatrice socialiste Samia Ghali qui a cependant retenu "une attention forte" du chef de l'État. Elle en a profité pour évoquer la situation du McDo des quartiers Nord, tandis que la députée LREM Alexandra Louis l'interpellait sur le logement indigne. "C'est bien qu'il nous ait écoutés sur tous les sujets. J'ai senti une attention particulière sur la Métropole. Chacun sait qu'on ne peut pas attendre indéfiniment."

Sans le dire clairement, Emmanuel Macron a glissé à ses interlocuteurs que la fusion avec le Département des Bouches-du-Rhône, jugée "irréversible", allait s'organiser rapidement.

Emmanuel Macron a écouté, "pris des notes, mais pas d'engagement précis".

La députée arlésienne LREM Monica Michel a bien tenté de faire entendre la voix des 29 communes du pays d'Arles qui préféreraient conserver une forme d'autonomie. "Mais il est clair qu'on s'oriente vers la fusion", résume Jean-Claude Gaudin. Le processus qui doit passer par le Parlement mettra plusieurs mois pour être actif. Il devrait conduire à une élection au suffrage universel direct des conseillers métropolitains en 2020, lors d'un scrutin de listes couplé avec les municipales. L'occasion pour La Répu-

blique en Marche de faire entrer les siens dans l'institution et de s'ancrer localement.

Mais foin de politique. La Métropole cherche elle aussi à s'ancrer dans les esprits du quotidien via un projet fort. Les transports sont celui-là. "Le constat sur la nécessité de faire mieux en termes de mobilité est partagé par tous, note Alexandra Louis. Et le président a insisté sur le développement international du Grand Port maritime."

Aucun doute non plus pour Jean-Claude Gaudin. "Il nous a dit qu'il suivrait personnellement le dossier des transports." Reste que le nerf de la guerre n'y est toujours pas. Alors que le gouvernement de Jean-Marc Ayrault avait promis plus de 3 milliards d'euros il y a quatre ans, Aix-Marseille vivote avec quelques dizaines de millions d'euros. Pour se développer et rattraper un retard de 30 ans, elle doit pourtant se nourrir financièrement. Emmanuel Macron le sait. Et peut utiliser politiquement toute avance de crédits. À lui de jouer.